



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

VILLE DE VINCENNES

DÉPARTEMENT
DU VAL-DE-MARNE

Arrêté réglementant l'occupation
du domaine public

**OBJET : Permis de stationnement - vitrine de
présentation - 26, rue du Midi
fpg**

Le Maire de Vincennes,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2213-6

VU le Code général de la propriété des personnes publiques ;

VU le Code de la voirie routière et notamment l'article L 113-2 ;

VU l'arrêté municipal n° 1491 en date du 13 juillet 2010 adoptant une réglementation locale de la publicité ;

VU l'arrêté n° 769 en date du 25 avril 2013 réglementant l'occupation du domaine public dans le centre-ville ;

VU la décision du conseil municipal n° DM-22-447 en date du 30 novembre 2022, fixant les droits de voirie et de stationnement à compter du 1er janvier 2023 ;

VU l'arrêté municipal n° A-20-490 en date du 2 juin 2020 portant délégation de fonctions et de signature à M. Robin LOUVIGNÉ, adjoint au Maire ;

VU la demande de Monsieur DULONGCOURTY Ludovic en date du 7 décembre 2023, concernant une occupation du domaine public par l'installation d'une vitrine de présentation au droit de son commerce « BOUCHERIE NOUVELLE » sis 26, rue du Midi ;

CONSIDÉRANT qu'il appartient à Madame le Maire d'autoriser les occupations du domaine public et de les réglementer dans l'intérêt de la commodité, de la sécurité de la circulation des piétons et des différents usagers du domaine public ;

ARRÊTE

ARTICLE I – Du 16 au 26 décembre 2023 de 8h00 à 20h00 Monsieur DULONGCOURTY Ludovic est autorisé à installer une vitrine de présentation sur le trottoir, d'une surface totale de 2 mètres carrés au droit de son commerce « BOUCHERIE NOUVELLE » sis 26, rue du Midi.

ARTICLE II – Cette autorisation peut être retirée sans donner droit à indemnité au profit de l'occupant, si l'intérêt général, des mesures d'ordre public ou de la circulation l'exigent, ou si l'occupant ne se conforme pas aux conditions qui lui sont imposées.

. La présente autorisation est conférée intuitu personae à son titulaire qui s'engage à respecter les prescriptions qui lui sont notifiées. Le titulaire ne peut en aucun cas sous-louer la surface qui lui est accordée, en totalité ou en partie. Il ne peut davantage la faire occuper par un tiers. Il ne peut la transmettre, ni la céder à qui que ce soit sous peine de nullité de l'acte organisant ce transfert.

ARTICLE III – Les prescriptions suivantes doivent être respectées :

. le pétitionnaire ne doit en aucun cas laisser ses marchandises sur le domaine public en dehors des horaires d'ouverture de l'établissement et en cas de vent violent ;

. le pétitionnaire se conforme aux instructions et règlements en vigueur ainsi qu'aux ordres des agents chargés de la police sur la voie publique ;

. le parfait état de propreté des abords est assuré par le titulaire de l'autorisation ;

. toute occupation supérieure à celle autorisée expose son auteur à être poursuivi pour infraction, sans préjudice de la perception des droits fraudés ;

. d'une manière générale, toutes dispositions sont prises par l'occupant afin d'assurer la sécurité du public ;

. le permissionnaire assume l'entière responsabilité des faits pouvant lui être imputable. L'occupant s'engage à souscrire une assurance garantissant sa responsabilité en tant qu'exploitant pour toutes les conséquences dommageables résultant de son comportement fautif, de son activité régulière ou de sa présence sur le domaine public. En aucun cas, la responsabilité de la ville de Vincennes ne peut se substituer à celle de l'occupant.

ARTICLE IV - Cette occupation du domaine public donne lieu à la perception d'une redevance.

ARTICLE V – La présente autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers.

ARTICLE VI – Le Directeur général des services, le Directeur général des services techniques et de l'urbanisme, la commissaire de police de Vincennes et les agents de la police municipale de Vincennes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

ARTICLE VII – Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs et notifié au pétitionnaire.